



MERCREDI 20 NOVEMBRE

Deux vedettes de la French Tech se retrouvent en « conflit d'affaires »

Un après-midi à la 17^e chambre du tribunal de grande instance de Paris, celle des affaires de diffamation. Il est vrai que comparer un jeune entrepreneur français à Elizabeth Holmes, qui a grugé avec sa société Theranos les plus grands *venture capitalists* américains, n'est pas anodin. Ismaël Ould, chouchou de la French Tech avec son logiciel de vente Wynd – il a levé plus de 100 millions d'euros depuis 2014, notamment auprès d'Orange – attaque donc en diffamation en-contact.com.

Son avocat, Emmanuel Marsigny, explique à la Cour que derrière ce site d'information professionnelle se cache une autre vedette de l'entrepreneuriat français : Frédéric Jousset, cofondateur de Webhelp, qui dirige notamment l'association des anciens élèves d'HEC. « *Le journaliste, un lèche-bottes de Jousset, était en service commandé* », tonne l'avocat, qui évoque un « *conflit d'affaires* » entre son client et Jousset. Contacté, ce dernier confirme qu'il a bien réalisé un investissement avec Ismaël Ould, mais se déclare « *sidéré* » que son nom soit cité dans ce procès. Et n'exclut pas de porter plainte.

JEUDI 21

Les normes et taxes moralisatrices peinent à produire des effets

Selon l'Institut économique Molinari et l'Institute of Economic Affairs, la France arrive au dixième rang du classement européen des Etats cherchant à éradiquer les vices de leurs citoyens. Christopher Snowdon, qui a piloté cette enquête, annonce la couleur : « *Trop de politiciens semblent convaincus qu'il faut traiter les citoyens comme des enfants.* »

L'étude, basée sur une quarantaine de critères, relève en tout cas un paradoxe. La France interdit toute publicité pour le tabac ; l'interdiction de fumer dans les lieux publics est totale ; elle est devenue le deuxième pays de l'Union européenne pour les taxes sur les fumeurs ; l'un des quatre à avoir adopté le paquet neutre ; le seul où fumer en voiture en présence de mineurs est interdit par la loi. Et malgré tout cela, le taux de fumeurs y est plus élevé que dans les pays privilégiant une approche plus tolérante. Idem pour l'alcool, la nourriture ou les sodas : la France est en pointe, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous. Les taxes et normes comportementales « *créent des distorsions, augmentent le coût de la vie, alimentent le marché noir et la corruption, favorisent la croissance de la bureaucratie* ». Au fait, quel est le pays le moins « *moralisateur* » ? L'Allemagne.

C. Lebedinsky/Challenges

MARDI 26

La SNCF s'interroge sur les choix d'Anne Hidalgo pour la Gare du Nord

Quatre mois seulement avant les élections municipales, et sans doute sous la pression de ses alliés écologistes, communistes et Génération.s, Anne Hidalgo a fait une spectaculaire volte-face sur le projet pharaonique de rénovation de la Gare du Nord, conduit par la SNCF, associée à la filiale immobilière du groupe Auchan. Alors que consultations et appels d'offres ont été réalisés dans les normes, que tous les services instructeurs du permis de construire ont donné leur accord, la mairie de Paris freine à présent des quatre fers.

Emmanuel Grégoire, premier adjoint, a ainsi été chargé d'annoncer la nomination de quatre « *conciliateurs* ». Des personnalités de l'urbanisme dont la neutralité est mise en cause par la SNCF, sachant que Jean-Louis Subileau et Pierre Veltz ont signé une tribune dans laquelle ils qualifiaient « *d'inacceptable* » le projet qui « *devait être repensé de fond en comble* ». Les deux autres, Caroline Poulin et Anne-Marie Depuydt, dirigent ou participent à des cabinets d'architecture étroitement liés à la mairie de Paris. Leur mission est de faire table rase des cinq ans d'études et de conception du projet. En six semaines.

Bercy préférerait un repreneur français pour Proxinvest

Alors que le patronat, les investisseurs et le gouvernement ne jurent que par les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), les Anglo-saxons font main basse sur ceux qui les évaluent. Les agences françaises Vigeo et Beyond Ratings ont déjà été rachetées respectivement par Moody's et le London Stock Exchange.

A présent, c'est le cabinet Proxinvest, spécialiste de la gouvernance d'entreprises cotées, qui est à vendre. La société de gestion indépendante Phitrust, associée de longue date de l'équipe de Pierre-Henri Leroy, fait le tour de la place avec ce dernier pour trouver une solution. Le suisse Ethos est déjà au capital de Proxinvest, mais « *la direction du Trésor souhaite une solution française* », nous affirment les dirigeants de Phitrust. Pourtant, la Caisse des dépôts fait la sourde oreille et les grandes institutions financières parisiennes ne se précipitent pas. Il est vrai que le duo Proxinvest-Phitrust, par ses interventions lors des assemblées générales du CAC 40 – Vivendi, Renault, Essilorluxottica –, ne fait pas de concessions à l'establishment. Et l'entre-soi se révèle plus puissant à Paris que le « *capitalisme responsable* ». ■

A la semaine prochaine